

Pratique ou usage d'émancipation	Ressources sur lesquelles s'appuie l'exercice de ces pratiques et usages	Attributs de l'espace rural favorisant la construction de ces ressources	Processus destructeurs ou pénalisants
Habiter	Mixité des usages de l'espace Espaces communs ou publics Espaces supposés « vacants » et disponibles Disponibilité et accessibilité des services et infrastructures Caractère gratuit des usages (aspect économique non ségréatif) Accès et disponibilité du logement (prix bas, parc vacant, etc.)	Large proportion d'espaces ouverts (espaces non bâtis mais aussi dotés d'une partie des attributs de l'espace public urbain classique) Faible densité de population → plus faible pression sur l'usage des services et de la ressource foncière	Marchandisation et spécialisation des usages Privatisation et restrictions d'accès ou non disponibilité Privatisation des opérations de contrôle et d'exclusion d'usages Intégration du foncier et de l'immobilier rural dans les cycles de reproduction du capital (investissements spéculatifs) Pénurie d'espace dévolu à l'habitat par zonages de protection environnementale → non-accès (prix élevés, parc immobilier saturé, etc.)
Appropriation	Action et décision politique « décentralisée », reposant aussi sur l'interconnaissance et la concertation	Communautés locales de petits effectifs → proximité sociale plus forte, poids logistique de la participation moins élevé, « redevabilité » plus forte entre individus Proximités géographiques plus faibles ou compliquées → recherche de proximités organisationnelles	Cumul des rapports de pouvoir et d'autorité Autoritarisme politique Clientélisme
Œuvre	Appropriation et gestion du patrimoine par les habitants-usagers Normes contraignant l'usage de l'espace et sa valorisation (urbanisme, environnement) Reconnaissance de l'œuvre individuelle ou collective	Eloignement/enclavement → valorisation/reproduction des compétences de mode de vie en autonomie Coût de l'intervention publique plus élevé par habitant → autres formes de contrôle social (que celle de la coercition par la puissance publique) ; valorisation des initiatives individuelles. Connaissance des actions facilitée par l'interconnaissance	Construction d'un cadre normatif de régulation des usages sur la base des principes du développement durable, de la rationalisation économique ou de la protection du patrimoine. → contraintes fortes sur l'usage de l'espace
Rencontre	Mixité sociale Interconnaissance Espaces et moments de convivialité « publique » (fêtes, etc.)	Proximités culturelles, sociales et économiques plus fortes → comportements collectifs favorisés Communautés locales de petits effectifs = repli sur son groupe social moins facile → nécessité de contacts « opportunistes » entre groupes. Besoin de formation à l'autonomie (éloignement et enclavement) → reproduction/construction de réseaux sociaux	Ségrégation sociale, élitisme Anonymat Individualisme